



Le vrai visage du Qatar



ÉDITO

PAULINE HOFMANN

Le Qatar devrait prendre exemple sur Spiderman

Même les Qataris ne le nient pas : les travailleurs migrants subissent des abus dans l'émirat. Ces centaines de milliers d'Indiens, de Népalais ou d'Ougandais sont la force vive d'une péninsule grande comme la Flandre et qui s'est transformée à la faveur de l'organisation du Mondial 2022. Si certains gagnent correctement leur vie, se sont construits un quotidien de petite classe moyenne, ils sont encore bien trop nombreux à subir des conditions de travail et de vie scandaleuses.

Le Qatar, pour eux, est une échappatoire à une vie sans avenir, sans moyen de subsistance, dans leurs pays d'origine, où la pauvreté frappe durement. Des millions d'entre eux ont quitté leur vie, leur famille, pour un temps seulement, travaillant dans l'un des États les plus riches de la planète. L'émirat a besoin de ces millions

d'étrangers venus accroître sa population à la vitesse grand V. Cet afflux massif, organisé par les autorités, aurait dérouté n'importe quel pays au monde. Il n'y a qu'à voir le sort des immigrés et des enfants d'immigrés d'une Europe (et d'une Belgique) qui peine à leur offrir l'égalité des chances.

Au bout de la chaîne, c'est le rôle du Qatar de faire respecter un cadre de travail digne, de lutter à tout prix contre les innombrables atteintes aux droits humains

Mais le Qatar l'a choisi et il a donc une responsabilité morale comme légale à l'égard de ces ouvriers pauvres et vulnérables. D'autant qu'il ne manque pas de moyens financiers.

Pendant des années, les ONG de défense des droits humains ont alerté sur les salaires non payés, les conditions de vie désastreuses, les conditions de travail guère meilleures (jusqu'à la mort parfois). Et pendant des années, le Qatar a fermé les yeux, espérant que les critiques disparaîtraient, une polémique chassant l'autre. Mais Amnesty international et Human Rights Watch ont persévéré. Les syndicats internationaux (dont les belges) ont déposé des plaintes. Et le Qatar a dû se rendre à l'évidence : il allait devoir se réformer. N'en déplaise aux défenseurs les plus acharnés de l'émirat, le Qatar n'aurait pas lancé ces réformes (insuffisantes) tout seul, sans la pression internationale, et il tarde à les mettre en application. Volontairement ou non, c'est toute la question. Mais n'en déplaise à ses contempteurs les plus virulents, le

Qatar, qui partait de très loin, s'est sans conteste amélioré. Dans cette classe de cancre que sont les pays du Golfe, il est le moins mauvais élève. Aujourd'hui, les éléments les plus problématiques de la *kafala*, ce système de tutelle économique, sont illégaux, au grand dam de la frange la plus dure du patronat qatari qui voit dans ces réformes un aveu de faiblesse face à un Occident moralisateur. En 2022, douze ans après l'attribution du Mondial, les abus persistent. Et aucun des travailleurs migrants rencontrés par *Le Soir* dans l'émirat n'est à 100 % dans les clous de la loi. Alors oui, certains jouent avec le système pour améliorer leur situation et s'en satisfont. Mais d'autres subissent encore des abus outrageux. Certaines histoires donnent la nausée, comme celles de travailleuses domestiques à qui l'on nie

la moindre parcelle d'humanité, obligées de se prostituer pour obtenir de quoi manger. Les travailleurs migrants sont, partout dans le monde, vulnérables. Et le Qatar s'estime victime d'un éternel « deux poids, deux mesures », sur fond de racisme. Pourquoi accable-t-on de reproches un gouvernement qui n'est pas responsable du comportement de patrons véreux ? Au lieu de s'indigner de reproches justifiés, les autorités du Qatar feraient bien de s'approprier la ligne de conduite de Spiderman : « Avec un grand pouvoir viennent de grandes responsabilités. » Au bout de la chaîne, c'est le rôle du Qatar de faire respecter un cadre de travail digne, de lutter à tout prix contre les innombrables atteintes aux droits humains qui ont toujours cours dans la péninsule. Et continuent à coûter la vie de travailleurs.